



# LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE  
JEAN-BAPTISTE SAY

“Les lumières et la morale  
sont aussi nécessaires au  
maintien de la République  
que le fut le courage pour  
la conquérir.”



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



*Il nous l'avait bien dit*

Février 2024

## La bonne parole des dirigeants



*Le débat démocratique donne lieu à de nombreuses prises de parole ; alors que les « fake news » se répandent sur la toile, comment faire confiance à ceux qui nous dirigent ou qui ambitionnent de le faire et finalement à tous ceux que l'on entend ? (lire notre 10/10 du mois)*

« C'est une des sottises du vulgaire que de prêter aux grands toutes les lumières et toutes les bonnes intentions, jusqu'à ce que le contraire lui soit démontré. On met bien plus de prudence dans les relations ordinaires de la vie. Quand vous traitez avec les plus honnêtes gens, vous commencez par des stipulations qui vous mettent à l'abri de leur mauvaise foi supposée, de leurs préjugés, de leurs passions ; et quand vous

remettez aux mains de ceux qui vous gouvernent votre sort, votre fortune, le sort du pays, de votre postérité, vous ne présumez point de mauvaise foi, point de préjugés, point de passions ; vous regardez toute garantie comme un outrage ! Cessez donc de vous plaindre quand on viole vos libertés, quand on dilapide votre bien.

*Faites-moi un tyran aujourd'hui, et je me charge de vous trouver demain des avocats pour justifier ses opérations, des bourreaux pour exécuter ses ordres, et des faiseurs de madrigaux pour célébrer ses vertus. »*

« Mélanges de morale – Petit volume 1819 » in œuvres diverses 1839 - publié dans la Décade de Mai 2016

Analyse économique

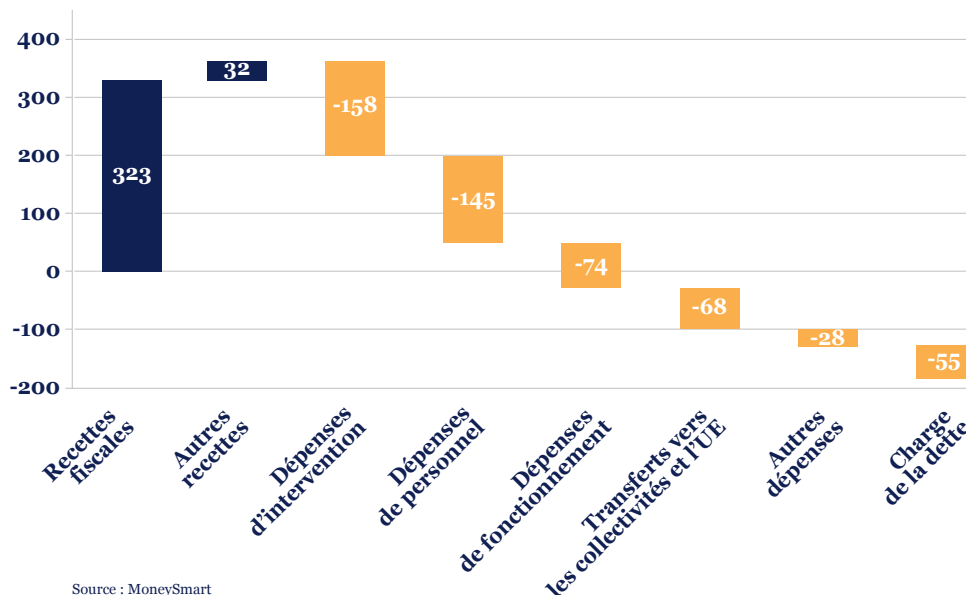
Février 2024 - (publié dans la Décade de Mai 2021)

## Endettement public, stop ou encore ?

Alors que le taux d'intérêt moyen auquel la France emprunte explose à 3,15% en 2023, son plus haut niveau depuis 15 ans, que la charge annuelle de la dette atteint 55 milliards, et que la barre symbolique des 3000 milliards d'endettement est franchie, il n'est pas inutile de rappeler l'importance d'une gestion plus saine de nos finances publiques et l'urgence absolue de réduire la dette. Pour cette raison, nous avons choisi ce mois-ci de revenir sur l'analyse éco de La Décade de mai 2021.

Car voilà comment se présentent finalement nos dépenses publiques en 2023 : un État qui dépense 150 % de ses recettes, le déficit représentant presque la moitié des ressources fiscales ! Soit 179 Mds, le deuxième le plus élevé après 2020 (Covid oblige...) et en dégradation de 22 Mds vs 2022. Et tout cela avec une inefficacité grandissante : ce qui fait le défaut ce n'est pas le manque d'argent mais l'excès de celui-ci et donc le gaspillage qu'il génère. Et on voit bien que depuis notre Décade alarmiste de mai 2021 la situation s'aggrave sensiblement, sans que personne ne s'inquiète et alors que certains appellent même à davantage de dépenses !

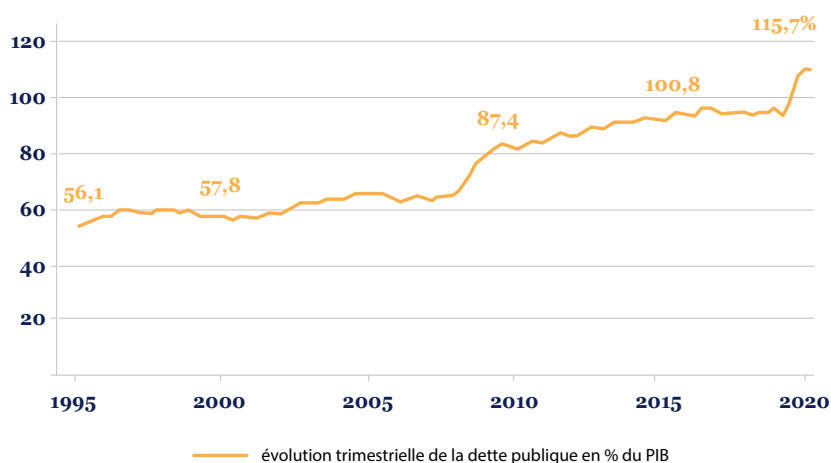
Les finances publiques en 2023



## Quel est le niveau de dette publique en France ?

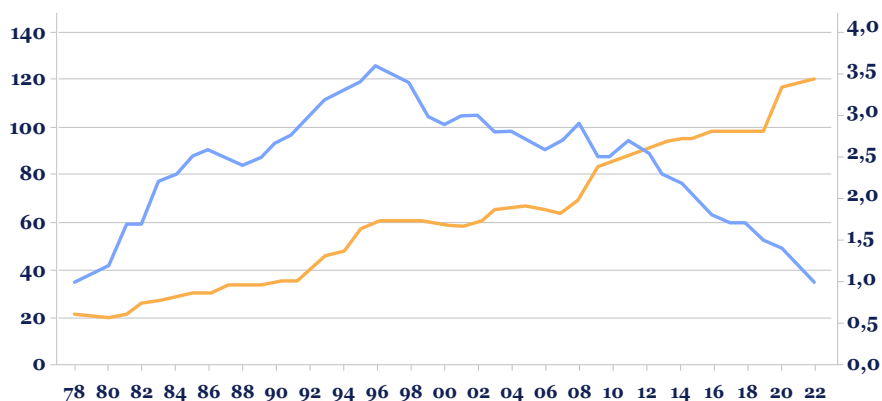
Il est d'usage de comparer la dette publique au PIB d'un pays. Pour ce qui concerne la France, les niveaux atteints en 2020 et 2021 sont des niveaux records qui nous rapprochent de ceux rencontrés à la sortie des conflits armés du 20e siècle. La progression récente a été fulgurante, en deux temps, sous l'effet de la crise financière de 2008 et de la pandémie de 2020. Rappelons que nos engagements européens à la création de l'euro étaient de contenir cette dette à moins de 60% du PIB...

### Une dette record en 2020



Pourquoi est-ce un problème puisque si son niveau monte sans cesse, le coût de cette dette ne cesse de baisser ?

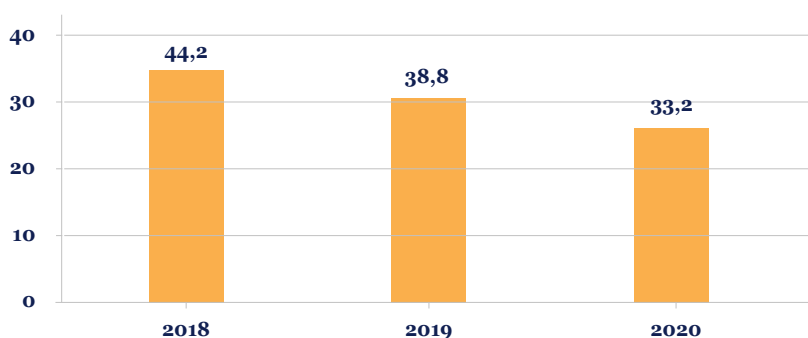
## France : endettement et charge d'intérêts



source : AMECO

— Dette/PIB — Intérêts/PIB

## Intérêts de la dette en milliards d'euros



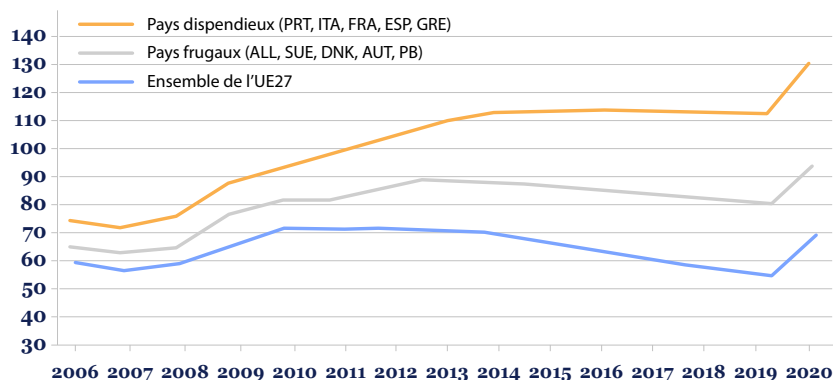
On pourrait naturellement penser que plus la dette augmente plus son coût absolu augmente et plus le risque de défaut devenant prégnant, le taux d'intérêt qu'elle porte doit s'apprécier. Il faut rappeler les ordres de grandeur : la dette française est de 2600 milliards d'euros, son coût de 33 milliards peut se comparer par exemple aux 10 milliards du budget de la Justice ou aux 70 milliards de l'Enseignement Scolaire ; nos dépenses de Défense sont d'environ 40 milliards et le budget de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur de 38 milliards. Aujourd'hui cette dette coûte fort peu : à peine 1,3% en moyenne. Une charge qui a baissé de plus de 10 milliards en deux ans !

Ce paradoxe s'explique par l'intervention de la Banque Centrale Européenne (B.C.E) : elle agit sur les taux courts en les mettant à un niveau négatif, sorte d'aberration économique qui signale que l'avenir a moins de valeur que le présent ; et elle intervient directement sur les taux à long terme en achetant des obligations publiques sur le marché. Ce qui va contre toute l'orthodoxie classique qui interdit normalement à l'émetteur de monnaie qu'est la Banque centrale de financer directement le Trésor (on se rappelle l'émotion de nos amis allemands à ce sujet). Car cela revient à ce qu'on appelle faire tourner la planche à billets : créer plus de monnaie que l'économie ne crée de richesse.

La France bénéficie de pouvoir s'endetter dans une monnaie supranationale, l'Euro. Si elle pratiquait seule cette politique, sa devise se déprécierait fortement, témoignant de l'appauvrissement du pays, comme ce fut le cas de la Grande-Bretagne lors de la crise de 1976 qui mit le pays sous la tutelle du FMI. Il s'est agi donc, en plus, d'une perte de souveraineté que la Grèce a en partie connue suite à la crise de 2011.

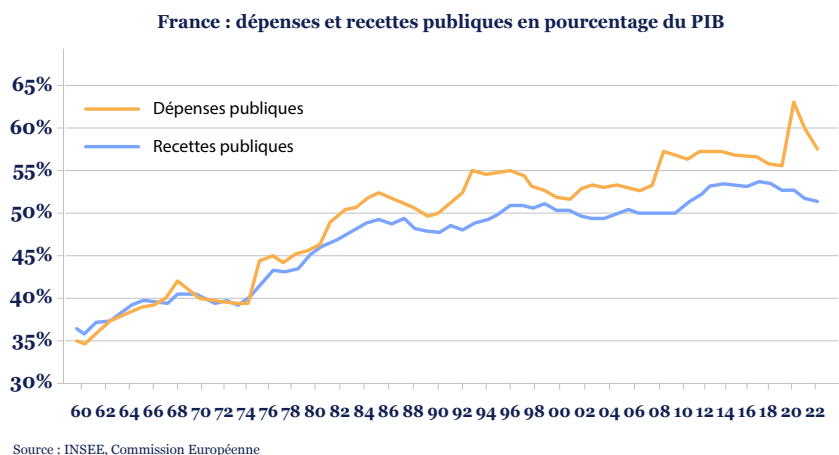
## Des trajectoires de dette fortement différenciées

Poids de la dette publique (en % du PIB)

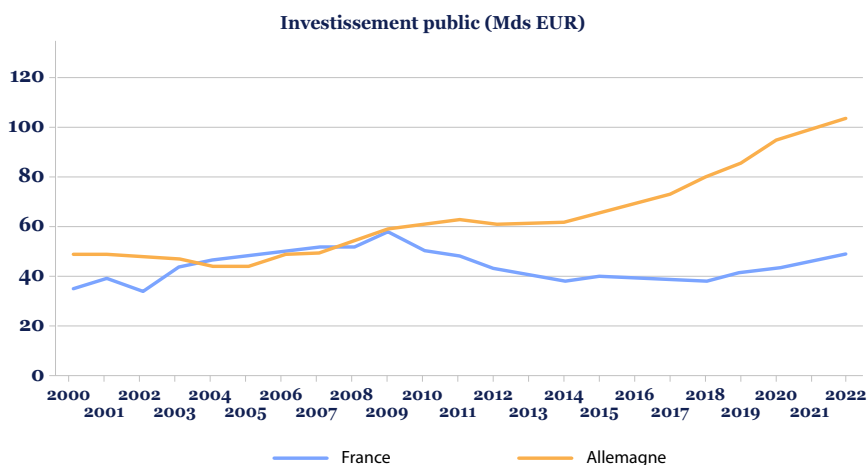


La France et les pays du sud de la zone euro profitent de la discipline des pays du nord qui ont contenu ou réduit leur niveau d'endettement au cours des dernières années. Il ne faut pas oublier que les non-résidents détiennent plus de 50% de notre dette publique, ratio qui monte à presque 70% si l'on exclut la dette détenue par la BCE. Par ailleurs, il faut souligner que les pays le moins endettés sont ceux qui ont les PIB par habitant les plus élevés et qui ont le plus progressé au cours de la dernière décennie. Cela questionne la pertinence de l'endettement dans la création de la richesse nationale.

## Mais quelle est donc l'origine de cet endettement croissant ?



En réalité, nous vivons au-dessus de nos moyens. Nous refusons d'aligner nos prélèvements obligatoires au niveau de nos dépenses ou nous refusons de réduire nos dépenses au niveau de nos prélèvements. Et cet excès de dépenses ne résulte pas d'investissements qui pourraient éventuellement le justifier. Les investissements ont été rognés au profit de la distribution de pouvoir d'achat.



L'augmentation de nos dépenses et de nos déficits est en grande partie due au poids de nos retraites (plus de 15% du PIB, niveau le plus élevé de l'OCDE, après l'Italie). Le vieillissement de la population (« papy boom »), l'effet de la baisse de la natalité depuis plus de 40 ans et l'avancée à 60 ans en 1982 de l'âge de la retraite sont les causes de cette charge toujours plus lourde. Par ailleurs, les tranches d'âges les plus élevées ont maintenant le pouvoir d'achat par unité de consommation le plus élevé. Il est loin le souvenir de la génération des misérables retraités (il en existe toujours malheureusement) et du minimum vieillesse généralisé.

Nos dépenses de santé et notamment hospitalières sont aussi parmi les plus élevées au monde. D'une façon générale, la réponse aux résultats insuffisants de l'action publique a toujours été d'ajouter de la dépense et des effectifs sans recherche de l'efficience. Si les dépenses d'intervention sociale sont les plus élevées au monde, ce ne sont pas les seules à avoir progressé ; les effectifs de la fonction publique ont crû de 40% ces 40 dernières années alors que la population progressait de 20%. Et les revenus des agents publics ont sensiblement plus progressé que ceux des salariés du secteur privé et les dépassent maintenant en moyenne.

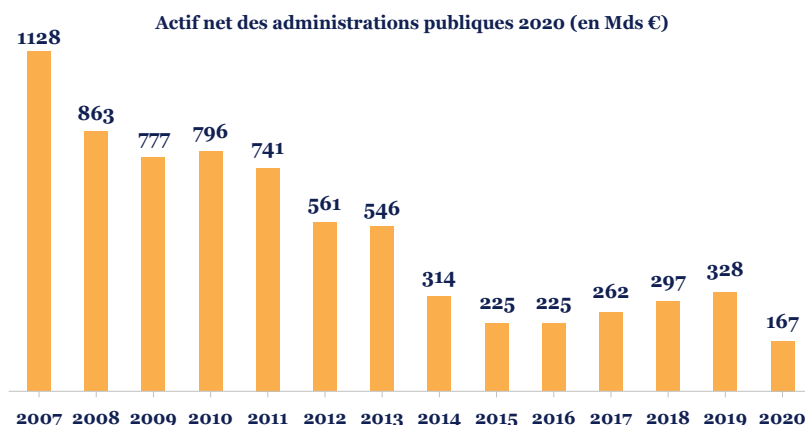
Lorsque l'État a essayé de réduire ses dépenses de fonctionnement, il l'a fait à coups de rabet qui a conduit à la misère de certains services publics et au maintien du gaspillage dans d'autres. Et les collectivités locales n'ont pas ralenti leurs dépenses de leur côté.

Si nos dépenses publiques sont insuffisamment financées, elles sont aussi mal financées. Nos recettes reposent trop sur la production. Impôts de production et charges sociales viennent pénaliser notre productivité et notre compétitivité par rapport à nos partenaires commerciaux. Cette perte de compétitivité est à l'origine de notre désindustrialisation et du niveau élevé de chômage chronique.

De plus, sans pour autant couvrir nos dépenses publiques, les administrations se sont appauvries pour faire face à leurs engagements. Face à l'augmentation du passif s'ajoute la baisse des actifs.

### **Administrations : un patrimoine en baisse continue de 160 Mds € en 2020 et un endettement sur fonds propres qui explose**

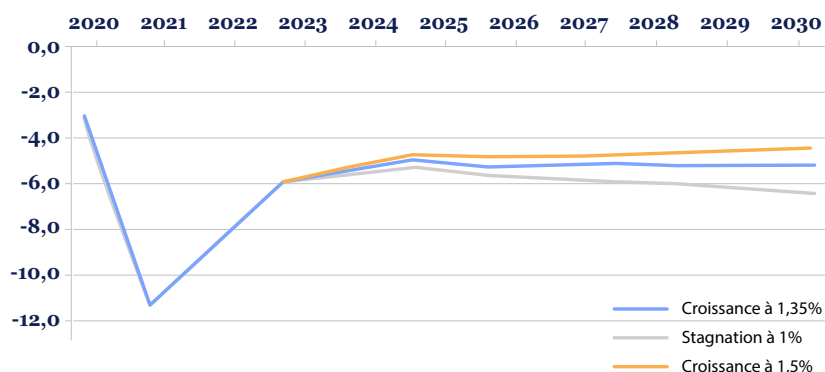
L'actif net résulte de la différence entre l'actif et le passif. Depuis 2007 l'actif net des administrations françaises (APU) ne cesse de baisser. Il était de 1128 Mds en 2007, les estimations le situent autour de 167 Mds en 2020 (source Insee), soit une division par 6,8.



## Quelle est l'urgence à remédier à cet endettement et comment ?

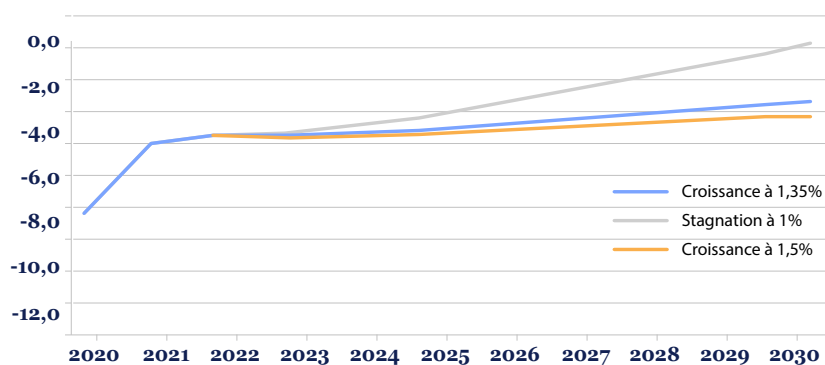
Les projections sont inquiétantes et il faut s'attaquer au sujet avant que les taux d'intérêt ne remontent, ce qu'ils ont commencé à faire.

Déficit public (projection 2030)



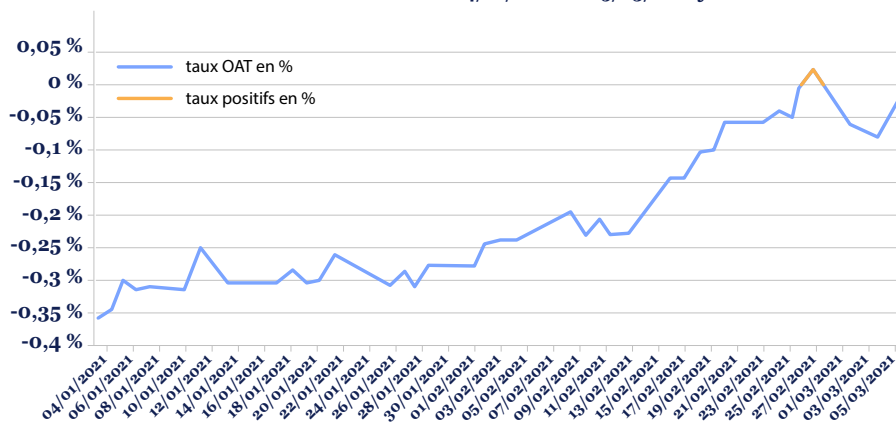
Source : CAFF et Direction générale du Trésor

Dettes publiques (projection 2030)



Source : CAFF et Direction générale du Trésor

Zoom sur les taux des OAT à 10 ans 04/01/2021 au 05/03/2021 jours ouvrés



Source : Banque de France 2021

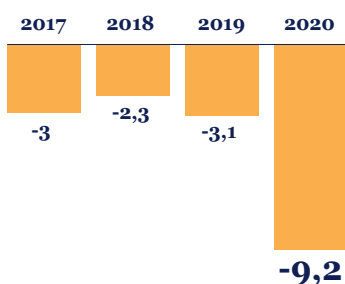


L'augmentation des taux d'intérêt est inévitable à moyen terme : le niveau actuel est historiquement le plus bas jamais connu et résulte des manipulations des banques centrales. Historiquement les périodes de surendettement ont toujours fini par des périodes d'inflation forte. La reprise probable de l'inflation avec le retour d'une croissance fortement stimulée par les relances budgétaires consécutives à des envolées des masses monétaires est très probable. Il ne faut pas oublier que les banques centrales ont aussi pour devoir d'assurer la stabilité des prix. Elles veilleront certainement à ne pas casser prématurément ou brutalement le cycle de croissance, mais elles devront l'accompagner pour éviter la surchauffe et une perte de contrôle de l'évolution des prix.

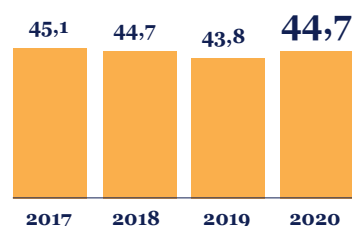
Du fait de l'échéance annuelle d'une partie de ses emprunts et de la nécessité de les renouveler ainsi que de la nécessité de financer les nouveaux déficits, c'est plus de 15% de son stock de dettes que l'État français émet chaque année. Ce sont ces nouvelles émissions qui ont permis de baisser le coût de la dette et ce sont les mêmes qui feront augmenter celui-ci en cas de hausse des taux. Bercy a ainsi chiffré à environ 30 milliards d'euros le coût supplémentaire de la dette au bout de 8 ans en cas de hausse des taux de 1%. La normalisation des taux d'intérêt pourrait en l'espace de 10 ans projeter le coût de la dette à 60 ou 90 milliards d'euros devenant ainsi le premier poste de dépenses budgétaires. C'est pour cela qu'il faut contenir et réduire la dette dès maintenant, en commençant par réduire les déficits.

L'augmentation des impôts semble illusoire et délétère. On l'a vu dans le passé : fuite des capitaux et fuite des cerveaux. Trop d'impôt tue l'impôt et notre niveau record de prélèvements obligatoires a montré ses limites.

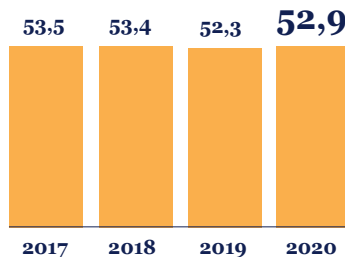
Déficit public en % du PIB



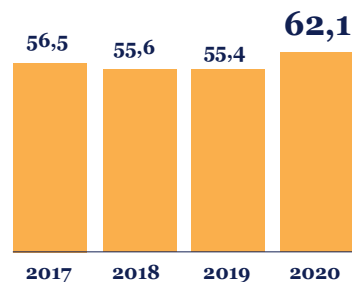
Prélèvements obligatoires, en % du PIB



Recettes publiques, en% du PIB



Dépenses publiques, en% du PIB



Certains proposent de ne pas rembourser cette dette : au regard de nos besoins de financement, il est difficile d'imaginer que nous retrouverions des prêteurs si nous annulions tout ou partie de notre dette. Comment pourrions-nous dès lors financer les retraites et les dépenses médicales et sociales de tous genres?

**La solution repose sur la maîtrise de la dépense publique, la recherche de son efficacité et l'exigence de résultats.**

Ce qui implique de définir des responsabilités qui ne sont pas établies aujourd'hui.

« La Société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration » nous dit l'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789.

**Il est surtout nécessaire d'augmenter notre production en augmentant notre potentiel de croissance.**

Cela ne peut se faire que par une progression de la quantité de travail produite ; celle-ci est très inférieure à celle de nos voisins et les leviers importants existent sur les tranches d'âge 15-24 ans et 55-64 ans qui ont des taux d'activité trop faibles.

Taux d'activité	15-64 ans	15-24 ans	25-54 ans	55-64 ans
<b>France</b>	<b>72%</b>	<b>37%</b>	<b>88%</b>	<b>55%</b>
Allemagne	78%	50%	87%	73%
G7	75%	43%	84%	66%
Europe 28	74%	40%	86%	61%

Source OCDE

Le taux d'activité est le rapport entre la population active (celle qui travaille, cherche un emploi ou est en formation) et la population en âge de travailler, définie comme celle âgée de 15 à 64 ans.

Cela permettra de remonter le nombre d'heures travaillées qui nous situe aujourd'hui fortement en bas de classement dans les comparaisons internationales.

---

**Nombre d'heures travaillées rapporté à la population totale (par an)**

France	635
UE	752
Allemagne	729

Enfin, une certaine reprise de l'inflation viendra appauvrir les créanciers et allégera le poids de cette dette, sous l'effet des relances budgétaires colossales qui risquent de mettre en surchauffe certaines économies et de la poursuite de politiques monétaires laxistes.

Bref, des réformes structurelles de nos dépenses sociales, une meilleure efficacité de l'intervention publique et l'augmentation de la quantité de travail doivent améliorer notre taux de croissance.

Avec un peu d'inflation, la dette diminuera et nous pourrons supporter l'augmentation de son coût. Certains pays ont entrepris et réussi ce genre de transformation. Mais de la parole aux actes...

---

Reçu 10/10

Février 2024

## Pour les faits, Géraldine Muhlmann

Éditions Les Belles Lettres



Les « fake news » qui véhiculent le faux et enterrent le vrai, au risque de susciter de dangereuses ambitions de légiférer, témoignent de l'effacement du réel. Le réel repose sur des faits qui ont une matière qui se ressent, s'éprouve, s'impose. Ils sont communicables et ont valeur universelle. « Les faits sont têtus » écrivait Mark Twain, repris ensuite par Lénine. Pourtant notre époque se caractérise par la fragilité des faits : c'est ce qui inquiète [Géraldine Muhlmann](#) qui nous propose un diagnostic et quelques voies indispensables aux démocraties pour rétablir la valeur des faits. Et l'économie n'est évidemment pas absente du sujet.

La croyance dans l'existence des faits est essentielle à nos démocraties, et ceux-ci sont généralement véhiculés par un témoin qui bénéficie de la confiance de ceux qui les découvrent quand il les rapporte. La surabondance des faits « accessibles » et la perte d'autorité des figures qui rapportaient les faits (journalistes, scientifiques, enseignants, dirigeants...) conduisent à la constitution d'une « bulle conversationnelle » entre gens qui entretiennent les mêmes biais et qui ne peuvent plus être touchés par l'universalité des faits. C'est à la fois la hiérarchie des faits qui est bouleversée, mais leur réalité même qui s'en trouve contestée : ainsi le concept de « faits alternatifs » imaginé par Kellyan Conway, conseillère de Trump au début de sa mandature.

De tout temps, la matière factuelle représente une difficulté pour notre cerveau : « le plus difficile n'est pas de décrire ce que l'on voit, mais de voir ce que l'on voit » (Péguy). Mais la curiosité -qui n'est pas un défaut- et le débat qu'autorisent l'éducation et la démocratie doivent conduire les individus à une forme de discernement qui permette aux faits de s'imposer. Quelle décision, individuelle ou collective, peut être prise valablement sans certitude des faits ? Le confort de la confirmation des opinions, la complaisance pour l'information fausse ou non vérifiée reposent sur l'absence de volonté et d'effort, qu'entretiennent les réseaux sociaux. Et du coup ceux-ci offrent tous les moyens de manipulation aux prophètes et aux chefs pour faire et dominer les opinions qui n'entendent plus les savants.

L'entretien du doute n'est plus un moyen d'avancer vers la connaissance en éliminant ses propres biais mais au contraire le moyen pour les esprits affaiblis de contester la réalité pour en inventer une qui leur convienne : les conspirationnistes refusent ainsi l'information qui ne les conforte pas dans leur identification au groupe, à l'opinion qu'ils ont choisi ou qui leur est imposée sans qu'ils en aient conscience.

---

Ce trait de notre époque marquant la fragilité des faits touche bien sûr la matière économique, surtout dans notre pays qui part d'un niveau d'éducation très faible. Évidemment les statistiques sont la première victime : elles sont vulnérables de naissance, le grand statisticien Jean-Louis Boursin les ayant qualifiées de possible « forme scientifique du mensonge ». Sans en contester la réalité mais en éduquant au contraire sur l'usage et la présentation qui peuvent en être faits. Les faits et chiffres économiques se retrouvent souvent sous la forme de statistiques ; aussi est-il courant de voir la réalité économique tue ou dissimulée par l'entretien d'une méfiance à l'égard des statistiques -qualifiées de fausses ou biaisées- qui se prévaut aussi d'un mépris à l'égard de l'intendance. Récemment le Ministre de l'Économie a ainsi pu dire qu'en matière de réduction des dépenses publiques « le plus dur est devant nous » : drôle d'expression qui sous-entend que la direction a été prise et une partie du chemin accompli : pourtant les dépenses publiques en 2023 ont atteint un niveau record qui se traduit par un déficit de 4,9% du PIB, le plus élevé des grands pays de la zone euro. Alors en économie comme pour le reste, l'exigence démocratique doit être celle de la vérité des faits. À la suite des éclairages de Géraldine Muhlmann on lira avec attention [« Factfulness » de Hans Rosling \(2018\)](#).

---

---

*Collé 0/10*

Février 2024

## Les paradoxes du solaire chinois

Les ambitions européennes de réduire les émissions de gaz à effet de serre, on le sait, doivent conduire la zone à décarbonner sa production d'énergie et assurer notre souveraineté dans ce domaine. Le solaire présente de ce point de vue un intérêt apparemment incontestable. Au cours des trois dernières années le déploiement a permis de doubler le parc existant. D'ici 2030 l'ambition est de tripler ces capacités, ce qui représenterait une superficie équivalente à 300 000 terrains de football. Néanmoins 95 % des modules installés en Europe proviennent de Chine qui domine le marché mondial avec des prix imbattables. Rappelons qu'au début des années 2010, les producteurs européens ont tenté de lutter contre les prix asiatiques et ont obtenu des restrictions aux importations. Le déploiement du solaire a ralenti en conséquence, perdant son avantage prix.

La levée des restrictions en 2018 a provoqué une reprise des investissements encouragée par la hausse de prix de l'électricité qui a suivi l'invasion de l'Ukraine début 2022. Les rares producteurs européens demandent à nouveau des restrictions tarifaires ou des subventions pour faire face aux concurrents chinois qui livrent pour la moitié de leurs prix. Il est vrai aussi qu'un tiers des inputs d'un panneau solaire provient de la province du Xinjiang, région de l'ouest agitée où le travail forcé semble pratiqué. Et bien sûr, la dépendance à l'égard de ce fournisseur unique met l'Europe dans une situation de fragilité comparable à celle qui l'a liée au gaz russe. Enfin, ce quasi-monopole chinois pourrait aussi conduire à une hausse des prix une fois les producteurs européens éliminés. Le nombre d'exemples est abondant depuis une vingtaine d'année dans l'industrie européenne.

Pourtant il faut avoir à l'esprit que la durée de vie d'un panneau solaire est d'environ trente ans, même s'il aura perdu environ 15 % de sa productivité après 20 ans. Vingt, trente ans c'est aussi le temps nécessaire au redéploiement du nucléaire, à l'émergence de l'hydrogène vert. Le 6 février la Commission Européenne a même annoncé un nouvel objectif de réduction de 90 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2040. Mais ne compte pas les émissions de CO<sub>2</sub> générées par nos importations... Pas inquiète d'une injonction contradictoire supplémentaire, la Commission donne aussi l'obligation de produire en Europe 40 % des technologies vertes dès 2030...

Tout cela illustre à nouveau bien l'absence de vision et de constance de la politique énergétique en Europe, qu'elle soit celle de la Commission ou celle des États membres. À vous de comprendre...

---

---

*Parole d'entrepreneur*

Février 2024

## Carol Attailia

[www.zestformation.fr](http://www.zestformation.fr) | [www.restoreality.com](http://www.restoreality.com)



### **Du CAP à la réalité virtuelle appliquée à la formation.**

Carol Attailia est originaire de Semons, en Isère. Le seul commerce du village est un bar-restaurant, « Chez Jeanine et Pierrot », qui fait aussi office de cantine pour les 13 écoliers. Un rendez-vous quotidien qui marque Carol dès son plus jeune âge et le pousse à s'orienter vers le métier de cuisinier. D'abord avec un CAP, puis dès 16 ans avec le début d'un parcours professionnel dans des restaurants étoilés, notamment avec Alain Chapel\*\*\* à Mionnay dans l'Ain, et plus tard à Verbier, en Suisse. Après son service dans la marine, il passe un BAC pro cuisine.

Il rencontre Francis Markus, dirigeant de la Générale de Restauration – future Elixir – et se lance dans l'univers de la restauration collective. Il passe, en alternance, une licence en management à Lyon-3, et plus tard les concours de maître ouvrier de l'Éducation Nationale.

À 27 ans il prend la direction d'une quarantaine de personnes, pour servir 1 400 couverts par jour dans deux restaurants de la cité scolaire Saint-Exupéry.

Il devient ensuite ingénieur pédagogique pour les préparations aux concours. Carol se découvre une vocation. Formateur, et rédacteur des sujets de concours de l'Éducation Nationale.

Après 10 ans de service à Bellegarde, il passe le relais à son second et part à Chambéry où il prend la responsabilité de la restauration du Lycée Monge. Il poursuit les formations et les préparations aux concours pour le Centre National de Fonction Publique Territoriale.

La chambre de commerce et la chambre des métiers de Chambéry le sollicitent alors pour animer les formations proposées aux créateurs d'entreprises du secteur alimentaire.

En 2013 il crée sa microentreprise de formation. En 2016 il est approché par une grosse centrale d'achat, Ami2 à Lisieux, pour assurer la formation de ses 3000 adhérents en France. Il crée le réseau de formateurs, s'équipe, et met en place le support clients. Il démissionne de l'Éducation Nationale et crée Zest Formation en 2017.

Au cours de ses activités de formation, Carol perçoit rapidement l'opportunité que les nouveaux outils numériques représentent pour l'apprentissage des métiers techniques. Il fait alors le pari de la réalité virtuelle en créant Restoreality. Les tests s'enchaînent dans les lycées hôteliers. Sa proposition de valeur devient une évidence.

Davy Tissot, meilleur ouvrier de France, Bocuse d'or monde 2021, membre du réseau Alliance qui rassemble les 28 plus grandes écoles internationales d'art culinaire, et enseignant à l'école Paul Bocuse à Écully, s'associe à Carol. Johann Chapuis, chef étoilé et coach de l'équipe de France du Bocuse d'or vient compléter le trio.

Le premier module d'apprentissage des métiers de la restauration en réalité virtuelle sort en janvier 2024, sur ordinateurs et sur smartphones, en ligne, accessible au plus grand nombre. Resto-Reality qui conçoit à Lyon ses applications en réalité virtuelle de formation dans la restauration et l'hôtellerie prépare son entrée en bourse sur Euronext Access. La société vise un chiffre d'affaires de 2 millions d'euros en 2024.

### 1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

J'ai toujours été fasciné par la capacité des entreprises à transformer des idées innovantes en produits et en services pour améliorer la vie des gens. Devenir entrepreneur était l'opportunité de contribuer à cette transformation. L'entrepreneuriat c'est pour moi la liberté d'innover en matière de pédagogie en simplifiant et en rendant accessible ce qui peut paraître complexe à certains, notamment les nouvelles technologies telles que la réalité virtuelle et l'IA appliquées à nos métiers. Avec Resto-Reality on fait vraiment passer la formation de la bougie à l'ampoule électrique.

Le choix d'entreprendre c'était me permettre d'aller plus vite et de m'engager sur des terrains hostiles, de faire face aux problèmes à résoudre, en tirer des enseignements et trouver des solutions.

Mes convictions et mes valeurs en matière d'éducation et de formation, notamment l'élévation des individus, les faire grandir, ont bien sûr joué un rôle dans ma décision d'entreprendre.

### 2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

L'entrepreneuriat est un effort collectif qui implique de nombreux acteurs. L'entrepreneur est central dans ce mouvement mais il doit pouvoir s'appuyer sur tous ces acteurs pour réussir : les équipes et les managers bien sûr, les investisseurs qui financent, et les conseils.

L'entrepreneur joue un rôle particulier en tant que régulateur, de facilitateur et de fédérateur. C'est celui qui fait travailler en équipe. Une subtilité managériale bien connue au cœur des cuisines de restaurants... De la mise en place et du respect des processus à la gestion des coups de feu.

L'entrepreneur est celui qui fédère, qui convainc, qui comprend les craintes et les appréhensions liées au changement nécessaire, et aide à les surmonter.

### 3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

J'identifie 6 dimensions différentes dans la création de valeur. La valeur économique, avec la génération des profits. La valeur pour le client en satisfaisant ses besoins, notamment grâce à l'innovation. La valeur sociale et environnementale, en rendant nos services accessibles à tous et dans des conditions aussi propres que possible. La valeur pour les employés et les partenaires et fournisseurs, sur une base gagnant-gagnant, en créant de la richesse par l'échange. La créativité, parce que l'innovation est une source clé de création de valeur. Enfin la valeur de marque, un objectif permanent qui nous guide, pour développer la loyauté des clients et en attirer de nouveaux.



---

#### **4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?**

##### **a/ Améliorer l'accès aux financements avec par exemple :**

- La création de fonds dédiés au soutien aux entreprises.
- Les Prêts à taux réduits, les garanties de crédit, les subventions...
- Des incitations à l'investissement dans les startups et les petites entreprises, fiscales par exemple.
- Le développement de solutions de financements participatifs et le crowdfunding.

##### **b/ Créer un environnement propice aux affaires, notamment avec :**

- La simplification des procédures administratives, car on étouffe dans cette complexité et ce foisonnement de règles : création, obtention des licences, paiement des taxes...
- La mise en place de programmes de formation et d'accompagnement des entrepreneurs : gestion d'entreprise, stratégie financière, marketing, innovation...
- Le développement des infrastructures et de la connectivité, encore trop faible dans de nombreuses zones géographiques.

##### **c/ Stimuler l'innovation et la recherche. Nous sommes vraiment à la traine dans ce domaine :**

- En multipliant les partenariats public-privé dans la R&D.
  - En développant des clusters et des parcs technologiques où les entreprises peuvent partager des ressources et des compétences, et créer des synergies entre elles et avec les centres de recherche.
- 
-

Février 2024

## POURQUOI « LA DÉCADE » ?

*« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1804 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !*

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say ([www.cerclejeanbaptistesay.com](http://www.cerclejeanbaptistesay.com)), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

